



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

**2023 - 232 CONVENTION-CADRE 2024 POUR L'EXERCICE DES MISSIONS
DU SOCLE COMMUN DE COMPETENCES ET DES MISSIONS FACULTATIVES
PROPOSEES PAR LE CENTRE DE GESTION DES ALPES MARITIMES (CDG 06)**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|--|
| 2023 - 239 | VALLON DE CAMPEROUSSE
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141 |
| 2023 - 240 | VALLON DE CAMPEROUSSE
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142 |

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2023 - 232

DU 5 DÉCEMBRE 2023

**CONVENTION-CADRE 2024 POUR L'EXERCICE DES MISSIONS DU SOCLE COMMUN DE COMPETENCES
ET DES MISSIONS FACULTATIVES PROPOSEES PAR LE CENTRE DE GESTION DES ALPES-MARITIMES
(CDG 06)**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Renouvellement de l'adhésion à la convention unique d'offre de services comprenant le « socle commun de compétences » et les autres missions facultatives prévues aux termes des articles L452-40 à L452-48 instauré par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Alpes-Maritimes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DRH	6336	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L452-26, L452-30, L452-39 et L452-40 à L452-48 permettant au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Alpes-Maritimes (CDG06) de constituer un centre de ressources départemental en matière de ressources humaines habilité à proposer aux collectivités territoriales et établissements de son ressort géographique départemental un ensemble de missions relatives à la gestion des ressources humaines de leurs agents.

Considérant que par délibération n°2017-16 du 5 juillet 2017, le CDG06 avait proposé une convention unique d'offre de services comprenant, les missions du « socle commun de compétences » et les autres missions facultatives prévues aux termes des articles L452-40 à L452-48 du code général de la fonction publique.

Considérant que par la délibération n°2018-60 en date du 27 mars 2018 le Conseil Municipal avait approuvé à l'unanimité le renouvellement de la convention d'adhésion au socle commun de compétences du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Alpes-Maritimes. Une convention d'adhésion avait été signée à effet du 1^{er} janvier 2018 pour une durée de 3 ans renouvelable une fois par tacite reconduction arrivant à échéance le 31 décembre 2023.

Considérant que par délibération n°2023-18 du 4 juillet 2023, le Conseil d'Administration du CDG06 a adopté une nouvelle convention-cadre d'offre de services comprenant les missions du « socle commun de compétences » et les autres missions facultatives pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2024, renouvelable une fois par tacite reconduction jusqu'au 31 décembre 2029.

Cette convention-cadre inclut deux offres spécifiques :

I) Le socle commun de compétences :

L'article 113 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012, actuellement codifié à l'article L452-39 du code général de la fonction publique prévoit qu'une collectivité ou un établissement non affilié au Centre de gestion peut, par délibération, demander à bénéficier de l'ensemble des missions indivisibles suivantes :

- Le secrétariat des commissions de réforme ;
- Le secrétariat des comités médicaux ;
- L'avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable relatif au référé devant les juridictions administratives ;
- L'assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue et laïcité ;
- L'assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité d'origine ;
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droit en matière de retraite.

Cet ensemble de missions constitue un bloc de compétences insécable. Les collectivités qui souhaitent y adhérer doivent le faire dans son ensemble, sans pouvoir choisir entre elles.

Depuis le 1^{er} juillet 2022, les missions du socle font l'objet d'une tarification forfaitaire calculée en référence à un pourcentage de la masse salariale, comme suit :

- Collectivité et établissement jusqu'à 700 agents : 0.080 %
- Collectivité et établissement de plus de 700 agents : 0.037 %

Le nombre total d'agents (comprenant les titulaires et agents contractuels de droit public) déterminant le taux à appliquer sera déclaré par la collectivité en fonction des effectifs connus au 31/12 de l'année précédente.

II) Les missions facultatives :

Les dispositions des articles L452-40 à L452-48 du code général de la fonction publique prévoient que les CDG peuvent créer un ensemble de missions facultatives.

Le CDG06 propose aujourd'hui les missions facultatives figurant sur la fiche d'adhésion annexée à la présente délibération.

Chacune de ces missions fait l'objet d'une tarification spécifique établie sur la base d'une comptabilité analytique.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention-cadre n° 2024-007 pour l'exercice des missions du socle commun de compétences et des missions facultatives proposées par le CDG06, et tous les documents qui en découlent, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2024, renouvelable une fois par tacite reconduction pour la même durée ;

- **INSCRIRE** les crédits correspondants aux budgets 2024 et suivants de la collectivité pour tenir compte de la facturation des missions choisies dans le cadre de cette nouvelle convention-cadre.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023

suivant les signatures

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

La Secrétaire de séance

Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 6 DEC. 2023